

BEP

Charte de protection des données personnelles

1	POURQUOI CETTE CHARTE EST-ELLE IMPORTANTE ?	3
2	LEXIQUE DES PRINCIPAUX TERMES LÉGAUX UTILISÉS DANS LA PRÉSENTE CHARTE	3
3	QUI SOMMES-NOUS ET QUE FAISONS-NOUS ?	5
4	QUI EST LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT DE VOS DONNÉES ? Y A T IL UN DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES ?	7
5	QUELLES DONNÉES PERSONNELLES TRAITONS-NOUS ?	7
5.1	BEP ET LES INTERCOMMUNALES	7
5.2	BEP EN PARTICULIER	8
5.3	BEP EXPANSION ÉCONOMIQUE EN PARTICULIER	9
5.4	BEP ENVIRONNEMENT EN PARTICULIER	9
5.5	BEP CREMATORIUM EN PARTICULIER	10
5.6	IDEFIN EN PARTICULIER	10
6	POURQUOI RECUEILLONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES ET SUR QUELS FONDEMENTS ?	10
6.1	LES FINALITÉS OPÉRATIONNELLES	10
6.2	LES FINALITÉS LIÉES AUX CONTRÔLES	11
6.3	LES FINALITÉS LIÉES À NOTRE PROXIMITÉ AVEC LE SECTEUR PUBLIC	12
6.4	LES FINALITÉS LIÉES À LA COMMUNICATION ET AU MARKETING	12
6.5	SUR QUELS FONDEMENTS TRAITONS-NOUS LES DONNÉES ?	12
7	AUPRÈS DE QUI COLLECTONS-NOUS LES DONNÉES ?	13
8	AVONS-NOUS DES SOUS-TRAITANTS ?	14
9	AVEC QUI PARTAGEONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES ?	14
10	COMBIEN DE TEMPS CONSERVONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES ?	15
11	QUELS SONT LES DROITS DONT VOUS DISEZ SUR VOS DONNÉES PERSONNELLES ET COMMENT POUVEZ-VOUS LES EXERCER ?	16
11.1	LE DROIT D'ACCÈS	16
11.2	LE DROIT DE RECTIFICATION	17
11.3	LE DROIT À L'EFFACEMENT	18
11.4	LE DROIT À L'OUBLI NUMÉRIQUE	19
11.5	LE DROIT À LA LIMITATION DU TRAITEMENT	20
11.6	LE DROIT D'OPPOSITION	21
11.7	LE TRAITEMENT POST-MORTEM	22
11.8	LE DROIT À LA PORTABILITÉ	22
12	LES DONNÉES PERSONNELLES SONT-ELLES TRANSMISES À L'ÉTRANGER ?	23

13	SÉCURITÉ DES DONNÉES	25
14	VOUS SOUHAITEZ NOUS CONTACTER À PROPOS DE LA PRÉSENTE CHARTE DE PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES ET/OU INTRODUIRE UNE RÉCLAMATION AUPRÈS D'UNE AUTORITÉ DE PROTECTION DES DONNÉES ?	25
14.1	VOUS AVEZ UNE QUESTION OU VOUS SOUHAITEZ EXERCER UN DROIT ?	25
14.2	VOUS ESTIMEZ QUE NOUS NE PROTÉGEONS PAS SUFFISAMMENT VOS DONNÉES PERSONNELLES ?	26
15	COMMENT SAVOIR QUE LA PRÉSENTE CHARTE DE PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES A ÉTÉ MODIFIÉE ?	26

1 POURQUOI CETTE CHARTE EST-ELLE IMPORTANTE ?

Votre vie privée est une priorité pour nous. A cet égard, nous nous engageons à respecter les données personnelles de nos clients, prospects, utilisateurs, fournisseurs, partenaires et des personnes qui entrent en contact nous dans le cadre de notre activité, que ce soit via nos sites web, nos applications, nos échanges électroniques ou non.

Notre objectif : traiter les données personnelles avec le plus grand soin et en conformité avec la réglementation applicable et en particulier le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « GDPR »).

La présente charte vous informe, notamment concernant :

- Les données personnelles que nous recueillons et les raisons de cette collecte ;
- Les modalités de traitement des données personnelles ;
- Vos droits et les moyens de les exercer.

2 LEXIQUE DES PRINCIPAUX TERMES LÉGAUX UTILISÉS DANS LA PRÉSENTE CHARTE

Termes fréquemment utilisés dans la présente Charte	Définition prévues par le GDPR	Explications des termes en langage usuel
Donnée à caractère personnel (ci-après désignée « données personnelles »)	Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, (ci-après dénommée "personne concernée"); est réputée être une "personne physique identifiable" une personne physique qui peut être	Tous types d'informations qui se rapportent à une personne physique, c'est-à-dire à un individu, identifiable directement ou indirectement, en tant que personne Distincte d'autres personnes. Par exemple : un nom, une photo, une

	<p>identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.</p>	<p>empreinte, une adresse mail, un numéro de téléphone, un numéro de sécurité sociale, une adresse IP, un enregistrement vocal, vos données de navigation sur un site internet, les données liées à un achat en ligne, etc.</p>
Délégué à la protection des données	<p>La notion de délégué à la protection des données n'est pas définie par le GDPR.</p>	<p>Le délégué à la protection des données (DPO) est notamment chargé au sein de l'entreprise du respect du GDPR et des lois nationales applicables ainsi que de nos politiques et pratiques de gestion de vos données personnelles. Il est également chargé de la collaboration avec les autorités de contrôle. Le DPO est votre point de contact préférentiel pour toute demande concernant vos données personnelles.</p>
Traitement	<p>Toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à</p>	<p>Toute utilisation de données personnelles, quel que soit le procédé utilisé (enregistrer, organiser, conserver, modifier, rapprocher avec d'autres données, transmettre, etc. des données personnelles).</p> <p>Par exemple : l'utilisation de vos données à des fins de gestion de commande, de livraison, d'envoi de newsletters, etc..</p>

	disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction;	
Responsable de traitement	La personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.	La personne, l'autorité publique, la société ou l'organisme qui exerce la maîtrise de vos données et qui décide de toute utilisation de celles-ci. C'est lui qui décide de créer ou de supprimer un traitement et détermine pourquoi vos données seront traitées et à qui elles seront transmises. Il est le principal responsable du respect de la protection de vos données.
Sous-traitant	La personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement;	Toute personne, physique ou morale, qui exécute des tâches de traitement sur les instructions et sous la responsabilité du responsable de traitement.

3 QUI SOMMES-NOUS ET QUE FAISONS-NOUS ?

Le BEP est une Agence de Développement Economique dont les activités s'étendent sur l'ensemble du territoire de la Province de Namur.

Le BEP est la structure d'animation, de gestion et de coordination de quatre Intercommunales thématiques : l'une en matière de développement économique, BEP Expansion Économique ; la deuxième en matière de gestion intégrée des déchets, BEP Environnement ; la troisième, concernée par la création et la gestion d'un crématorium à Ciney, BEP Crématorium et, la quatrième, IDEFIN, chargée de la gestion financière des ressources des Communes dans le domaine de l'énergie.

Ses différents départements et leurs missions respectives sont brièvement décrits ci-dessous.

Développement territorial :

- Aider les communes à intégrer de nouveaux enjeux et à développer leur stratégie territoriale
- Développer et équiper des parcs adaptés au tissu économique régional, provincial et local
- Renforcer l'attractivité de certains parcs par la thématisations
- Assister les collectivités locales dans leurs projets architecturaux
- Développer et renforcer l'assistance aux collectivités locales dans leur gestion énergétique

Développement économique :

- Susciter et détecter de nouveaux projets
- Accompagner les créateurs d'entreprises
- Encadrer les jeunes entreprises
- Favoriser le développement durable des entreprises
- Stimuler le développement international des entreprises
- Attirer les investisseurs dans nos parcs d'activité économique

Environnement :

- Partenaire des communes, BEP Environnement s'occupe de la gestion des déchets ménagers en Province de Namur. Il assure les collectes sélectives des déchets ménagers et gère les parcs à conteneurs sur le territoire namurois, ainsi que l'acheminement des déchets vers les centres de tri, de recyclage et de valorisation. Il incite à produire moins de déchets, à acheter mieux, jeter moins, trier plus pour mieux valoriser les déchets.

Services d'appui :

- Ressources Humaines
- Comptabilité et Finances
- Informatique et Télécommunications
- Secrétariat des Intercommunales
- Communication

Lorsque la présente charte renvoie sans autre précision au BEP, c'est la structure d'animation, de gestion et de coordination de quatre Intercommunales thématiques qui est visée. Juridiquement, l'identification complète du BEP est SCRL Bureau économique de la Province de Namur (« BEP »), dont le siège social est établi au 2, avenue Sergent Vriethoff, 5000 Namur, inscrite à la BCE sous le n° 0219.802.592.

Lorsque la présente charte renvoie à une Intercommunale précisément, c'est cette Intercommunale-là qui est visée. Juridiquement, l'identification complète des Intercommunales concernées est :

- 1) La SCRL BEP - Environnement, dont le siège social est établi au 2, avenue Sergent Vrithoff, 5000 Namur, inscrite à la BCE sous le n° 0201.400.209 ;
- 2) La SCRL BEP - Expansion économique, dont le siège social est établi au 2, avenue Sergent Vrithoff, 5000 Namur, inscrite à la BCE sous le n° 0201.400.011 ;
- 3) La SCRL BEP - Crématorium, dont le siège social est établi au 2, avenue Sergent Vrithoff, 5000 Namur, inscrite à la BCE sous le n° 0891.020.521 ;
- 4) La SCRL Idefin, dont le siège social est établi au 2, avenue Sergent Vrithoff, 5000 Namur, inscrite à la BCE sous le n° 0257.744.044.

4 QUI EST LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT DE VOS DONNÉES ? Y A T IL UN DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES ?

Le BEP est responsable de tous les traitements qui le concernent en tant que structure d'animation, de gestion et de coordination des quatre Intercommunales thématiques.

Pour ce qui concerne les traitements réalisés par chacune des quatre Intercommunales thématiques dans le cadre de leurs activités propres, cette Intercommunale est responsable du traitement, conjointement avec le BEP.

Vous pouvez donc dans tous les cas vous adresser au BEP ; vous pouvez aussi si vous le préférez, pour ce qui concerne les traitements d'une Intercommunale en particulier, vous adresser directement à cette Intercommunale qui se coordonnera avec le BEP pour vous répondre.

BEP a désigné un délégué à la protection des données. Il/elle est notamment chargé de manière indépendante de veiller à l'application interne des règles de protection et de gestion de vos données et de la collaboration avec les autorités de contrôle. Voici ses coordonnées : data.protection@bep.be

5 QUELLES DONNÉES PERSONNELLES TRAITONS-NOUS ?

5.1 BEP et les Intercommunales

Le BEP et les Intercommunales sont susceptibles de traiter des informations très diverses, entre autres :

Les données d'identification au sens large (nom, prénom, mais aussi fonction, rôle, matricule ou numéro administratif d'identification tel une plaque de voiture, etc.). Celles-ci peuvent viser la personne physique qui nous contacte, mais aussi toutes les personnes physiques autres que la première, dont nous pourrions avoir besoin : parties prenantes au projet, collègues, personne-ressource, membre d'une administration, membres du personnel d'une partie prenante, etc. Cela peut aussi viser les personnes de contact ou celles qui représentent des entités juridiques ou agissent pour elles.

Les données de contact, au sens large, relatives à toute personne visée ci-dessus, y compris les données de contact privé lorsque cela est nécessaire.

Les données socio-économiques et de vie, relatives à toute personne visée ci-dessus, lorsque cela est nécessaire. Par exemple : âge, statut marital, éducation, occupation, emploi (actuel et passé), ressources financières, charges, actifs possédés, etc.

Les centres d'intérêts déclarés, connus ou déduits, des personnes visées ci-dessus.

Les données financières et comptables, au sens large, relatives à toute personne visée ci-dessus, lorsque cela est nécessaire, y compris toutes les informations utiles à la facturation, aux paiements, virements et transferts de valeurs à destination des clients, fournisseurs et parties prenantes, le suivi des paiements et du recouvrement (y compris judiciaire), le contrôle financier et de la solvabilité, etc.

Les données de connexion, au sens large, des utilisateurs des sites et applications, y compris leur géolocalisation lorsque c'est nécessaire¹.

Les données relatives au contrôle de la qualité, à la satisfaction des clients et au suivi des plaintes et mesures correctrices éventuelles, par exemple : contexte de l'intervention, personnes impliquées et leur rôle, mesures souhaitées, fréquence des faits, suivi des mesures correctrices.

Les données usuelles des visiteurs et personnes qui circulent de façon occasionnelle à l'intérieur d'une zone dont les Intercommunales sont propriétaires ou dont elles assurent la gestion, la supervision ou la sécurité.

5.2 BEP en particulier

Pour ce qui concerne BEP, en raison de ses activités propres, les données suivantes sont également susceptibles d'être traitées :

Toutes les données nécessaires à l'accompagnement qu'elle effectue, ce qui comprend notamment, lorsque c'est nécessaire, des données telles que : moyens financiers, dettes, dépenses, solvabilité, emprunts, hypothèques et

¹ Les informations plus précises sont disponibles dans les conditions d'utilisation des sites et applications, ainsi que dans les documents d'information relatifs aux cookies

crédits, aides financières, assurances, pension, transactions financières, compensation, activités professionnelles, conventions et accords, permis, mariage ou forme actuelle de cohabitation, curriculum académique, historique financier des études, qualifications professionnelles, expérience professionnelle, affiliation / participation à des organisations professionnelles, profession et emploi, emploi actuel, etc.

Toutes les données nécessaires à l'accompagnement de certains groupes cibles. Par exemple, vis-à-vis des jeunes et des étudiants : parcours académique, diplômes, activités extra-scolaires, rôle joué dans l'enseignement, bourses, profil socio-académique, etc.

5.3 BEP Expansion Économique en particulier

Pour ce qui concerne BEP Expansion Économique, en raison de ses activités propres, les données suivantes sont également susceptibles d'être traitées :

Toutes les données nécessaires à l'activité de gestion des zones, parcs, implantations et activités économiques, ce qui comprend notamment, lorsque c'est nécessaire, des données telles que : description et contexte du projet, en ce compris la description de l'activité exercée et des moyens humains et matériels affectés à cette activité, expression des besoins humains et matériels, contraintes sur les plans géographique matériel et humain, description complète du demandeur, de ses partenaires, actionnaires, personnes-ressources, etc.

5.4 BEP Environnement en particulier

Pour ce qui concerne BEP Environnement, en raison de ses activités propres, les données suivantes sont également susceptibles d'être traitées :

Du point de vue des utilisateurs, toutes les données nécessaires à l'activité de gestion des RECYPARCS et activités liées à la collecte des déchets et au recyclage, ce qui comprend notamment, lorsque c'est nécessaire, des données telles que : lecture de la carte d'identité, plaque d'immatriculation, fréquence des visites, quantités traitées, nature des déchets, etc.

Du point de vue des partenaires, fournisseurs et parties prenantes de la filière professionnelle, toutes les données nécessaires à l'activité de gestion des RECYPARCS et activités liées à la collecte des déchets et au recyclage, ce qui comprend non seulement les informations visées au paragraphe précédent mais aussi toutes informations complémentaires liées au contrôle de l'activité, le respect des obligations contractuelles et légales, les tonnages, le contrôle des prix, le contrôle de la qualité, etc.

5.5 BEP Crematorium en particulier

Pour ce qui concerne BEP Crematorium, en raison de ses activités propres, les données suivantes sont également susceptibles d'être traitées :

Toutes les données relatives à l'activité de gestion d'un crématorium, ce qui comprend notamment, lorsque c'est nécessaire, des données telles que l'identification du défunt, les documents et autorisations administratives et/ou judiciaires nécessaires à l'inhumation, le suivi de l'inhumation en ce compris le sort des cendres, les rites funéraires souhaités, la liste des personnes de contact ayant eu un impact sur la cérémonie, et de façon générale toute information nécessaire au respect de la loi en matière de décès et d'inhumation.

5.6 IDEFIN en particulier

Pour ce qui concerne IDEFIN, en raison de ses activités propres, les données suivantes sont également susceptibles d'être traitées :

Toutes les données relatives à l'activité d'aide à la fourniture et l'efficacité énergétique à destination des associés, des adhérents à la centrale d'achat mise en œuvre et aux adhérents assimilés.

6 POURQUOI RECUEILLONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES ET SUR QUELS FONDEMENTS ?

6.1 Les finalités opérationnelles

Nous recueillons et traitons des données personnelles pour des raisons qui ont trait principalement au bon accomplissement des nombreuses missions que nous accomplissons (voy. « Qui sommes-nous et que faisons-nous ? »).

C'est ce que nous appelons les finalités opérationnelles, qui regroupent la gestion de la « clientèle »², des « fournisseurs »³, la « planification des activités »⁴. Nos missions sont nombreuses et parfois très spécifiques, d'où l'importance du contexte :

Plusieurs missions sont encadrées par la loi, auquel cas c'est celle-ci qui détermine les finalités du traitement ainsi que, le cas échéant, les dispositions spécifiques nécessaires pour assurer, entre autres, la licéité du traitement, les

² L'administration de la clientèle, la gestion des commandes, les livraisons, la facturation des services matériels et immatériels. Le suivi de la solvabilité. Marketing et publicité personnalisés.

³ L'administration des fournisseurs. La gestion des commandes émises, le paiement des fournisseurs. La prospection de fournisseurs potentiels et leur évaluation.

⁴ La planification et le suivi des tâches, de la charge de travail et des prestations.

types de données qui font l'objet du traitement, les personnes concernées, les entités auxquelles les données à caractère personnel peuvent être communiquées et les finalités pour lesquelles elles peuvent l'être, la limitation des finalités, les durées de conservation, etc. Par exemples : la gestion d'un crématorium, les activités liées à la collecte et au recyclage de déchets, les activités liées au respect de l'environnement ou au secteur énergétique, sont fortement régulées et nécessitent le traitement d'un grand nombre de données personnelles.

Plusieurs missions découlent de l'objet social de l'Intercommunale concernée et des contraintes liées au statut spécifique de l'Intercommunale. Les activités que requiert l'objet social des Intercommunales visées ci-dessus, nécessitent le traitement d'un grand nombre de données personnelles.

D'autres missions participent à l'intérêt sociétal au sens large, sans être une mission des autorités publiques au sens strict. BEP et les Intercommunales jouissent de la confiance des autorités publiques belge et européenne qui leur demandent d'assurer, localement, des tâches de relais, d'aide au public, d'information. Par exemple, le centre d'information Europe Direct ou les activités à destination de certains groupes cibles (les jeunes, les étudiants, les start-ups, etc.) relèvent de l'exécution de pareilles missions qui sont plus amplement décrites dans un cahier des charges ou un contrat.

Enfin, certaines missions relèvent de l'exécution d'un contrat, même si les parties prenantes sont, en tout ou en partie, proches du secteur public. Par exemple, l'aide fournie aux entités locales pour l'accompagnement ou la gestion de projets, est une mission contractuelle qui peut nécessiter, en fonction de la nature des prestations attendues, le traitement de données personnelles.

6.2 Les finalités liées aux contrôles

Pour assurer la sécurité de tous, nous sommes amenés à collecter des données personnelles afin de :

Contrôler les accès et l'utilisation des ressources, notamment via des barrières, badges, puces électroniques, caméras ou systèmes informatiques ;

Contrôler le respect de la loi sur la protection de l'environnement, non seulement par nos personnels mais aussi par nos partenaires, clients, fournisseurs et parties prenantes, ainsi que par les tiers inconnus afin d'identifier les auteurs d'infractions.

Lutter contre la fraude et infractions de la 'clientèle' : il s'agit d'activités permettant de prévenir et de détecter de tels agissements.

Gérer le contentieux, ce qui comprend non seulement le suivi de la qualité et des plaintes, mais aussi le recouvrement des créances, le contrôle des dépenses, le contrôle du bon usage des fonds alloués, la lutte contre les fausses déclarations.

6.3 Les finalités liées à notre proximité avec le secteur public

Outre ce qui relève des finalités opérationnelles, nous sommes amenés à assurer le traitement de données personnelles en vue de :

Gérer les subventions : l'octroi de subventions et les activités qui s'y rapportent, la recherche des ayants droit, le calcul, le versement et le suivi des subventions.

Gérer l'octroi de permis et autorisations : la délivrance de permis et les activités qui s'y rapportent, la recherche des ayants droit, le suivi des conditions.

Aider aux traitements effectués par les communes ou nous substituer à elles avec leur accord.

Gérer la correspondance entre le service public et les personnes qui se sont adressées spontanément à lui.

6.4 Les finalités liées à la communication et au marketing

Notre service de communication est amené, tout en respectant la confidentialité des informations confiées, à effectuer de nombreux traitements qui vise la création de 'goodwill' pour l'organisation.

Afin de faire connaître nos activités et leurs avantages, cette finalité peut comprendre du marketing direct selon tout procédé de communication (courrier, téléphone ou d'autres moyens directs tel le mail), sous réserve de respecter la réglementation applicable à un mode de communication en particulier, peu importe que le destinataire soit déjà client ou non.

6.5 Sur quels fondements traitons-nous les données ?

Vu la diversité des finalités et traitement, nos traitements reposent sur plusieurs bases légales.

Les traitements reposent prioritairement sur :

- Le consentement de la personne concernée (par exemple pour les finalités liées au marketing via le courrier électronique), ou
- La nécessité liée à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement (c'est par exemple le cas des communes qui décident de confier à une Intercommunale spécifique, l'exercice d'une mission qui relève en principe de leur autorité ou de leur mission communale), ou
- La nécessité liée au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis. C'est par exemple le cas lorsque notre mission découle de la loi ou d'une réglementation, notamment

en matière de protection de l'environnement ou d'inhumation des personnes décédées, ou

- L'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci. C'est par exemple le cas pour les demandes d'aide et d'information, la gestion des fournisseurs, l'assistance à l'expansion économique au profit des entrepreneurs, la fourniture aux entreprises, personnes physiques et autorités locales d'un service qui, même s'il n'est pas payant, caractérise une prestation contractuelle et son exécution.

Pour les traitements qui ne reposent sur aucun des fondements précédents, BEP et les Intercommunales peuvent être amenés à invoquer le nécessité des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à la condition que ne prévalent pas les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée et qu'il ne s'agisse pas d'un traitement effectué par les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions.

Chaque fois que c'est possible, nous précisons lors de la collecte le fondement et les finalités plus précises du traitement concerné.

7 AUPRÈS DE QUI COLLECTONS-NOUS LES DONNÉES ?

La plupart du temps les données sont collectées auprès de la personne concernée.

Les données sont notamment collectées ou traitées à l'occasion de la navigation sur nos sites et de la saisie d'informations dans les formulaires de collecte de données y figurant, et aussi dans le cadre de la relation et échanges (online ou offline) qui suivent la prise de contact via le site.

Toutes les données obligatoires sont signalées par la présence d'un astérisque à côté du(des) champ(s) concerné(s). En l'absence d'astérisque, les informations demandées sont en principe facultatives. Néanmoins, il peut arriver qu'une donnée qui n'est pas obligatoire le devienne en raison de son interaction avec une autre donnée ; si tel est le cas nous vous prévenons et vous invitons à compléter la donnée en question. A défaut de renseignement des informations ayant un caractère obligatoire, la demande liée à cette collecte de données à caractère personnel pourrait ne pas pouvoir être traitée ou son traitement retardé.

Il peut arriver que les données soient enrichies par nos soins, que ce soit à l'occasion d'un contact ultérieur ou au moyen d'autres sources d'information, par exemples des bases de données du secteur public.

8 AVONS-NOUS DES SOUS-TRAITANTS ?

Nous sous-traitons tout ou partie des traitements aux catégories suivantes de sous-traitants :

Sous-traitant/prestataire de service ou autre tiers concerné par le partage de vos données personnelles	Lieu(x) d'implantation du sous-traitant
Des prestataires de solutions d'envoi d'e-mails	Union Européenne
Des prestataires de solutions de gestion de base de données	Union Européenne
Des prestataires de service de maintenance de l'infrastructure et des systèmes ainsi que de maintenance applicative	Union Européenne
Des prestataires de planification d'événements	Etats-Unis
Des prestataires de gestion de sites web	Union européenne
Des prestataires de service d'hébergement	Union Européenne

Nous avons conclu un contrat en bonne et due forme avec nos sous-traitants, qui prévoit de très nombreuses garanties, notamment :

- Notre sous-traitant a par exemple l'obligation contractuelle de traiter avec au moins autant de sérieux et de contraintes que nous ;
- Notre sous-traitant n'a pas le droit de sous-traiter à des tiers sans notre accord.

9 AVEC QUI PARTAGEONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES ?

Outre ce qui figure à l'article relatif à la sous-traitance, il nous arrive de partager les données. Bien évidemment, nous le faisons toujours de manière à garantir une protection optimale.

Nous pouvons transmettre vos données personnelles à des sociétés faisant partie de notre groupe ou partenaires. Comme nous souhaitons être le plus transparent possible, vous trouverez ci-dessous la liste des sociétés du groupe et autres partenaires avec qui nous partageons vos données, leur lieu d'implantation et la raison du partage.

Catégories de destinataires à qui vos données à caractère personnel peuvent être communiquées	Lieu(x) d'implantation du sous-traitant
Cabinets de réviseurs d'entreprise, pour le contrôle de nos comptes	Union européenne
Des prestataires de services de suivis de dossiers	Union européenne
Des Prestataires de services d'organisation de formations à destinations de nos clients	Union européenne

Nous pourrions être amenés à transmettre des données à des autorités publiques, en réponse à des demandes légales, y compris pour répondre aux exigences de la sécurité nationale ou de l'application de la loi.

Enfin, dans le cadre d'une transaction (telles une fusion, acquisition, consolidation ou vente d'actifs ou d'universalité), nous pourrions être amenés à partager vos données personnelles avec les acheteurs ou les vendeurs.

10 COMBIEN DE TEMPS CONSERVONS-NOUS LES DONNÉES PERSONNELLES ?

Nous avons déterminé des règles précises concernant la durée de conservation des données à caractère personnel. Cette durée varie selon les différents objectifs et doit tenir compte des éventuelles obligations légales à conserver certaines de vos données.

Les durées de conservation ont été définies de manière à nous permettre de traiter vos demandes, d'assurer la gestion et le suivi de celles-ci, et/ou de mener à bien notre mission, tout en respectant le principe de proportionnalité selon lequel les données à caractère personnel ne doivent pas être conservées plus longtemps que la durée nécessaire à la réalisation de la finalité pour laquelle elles ont été collectées.

Il est précisé que l'ensemble de ces données peuvent toutefois être conservées plus longtemps que les durées mentionnées au sein de cet article :

- soit après obtention de votre accord ;
- soit, sous forme d'archives, pour répondre aux obligations légales et réglementaires éventuelles qui s'imposent à nous, ou encore pendant les délais légaux de prescription ou d'opposition.
- soit encore, sous forme de réutilisation à des fins historiques, statistiques ou de recherche.

11 QUELS SONT LES DROITS DONT VOUS DISPOSEZ SUR VOS DONNÉES PERSONNELLES ET COMMENT POUVEZ-VOUS LES EXERCER ?

Nous souhaitons vous informer de la manière la plus claire possible des droits dont vous disposez sur vos données personnelles. Nous souhaitons également vous permettre d'exercer d'une manière simple ces droits.

Vous trouverez ci-après un récapitulatif de vos droits avec une description sur la manière de les exercer.

11.1 Le droit d'accès

Vous pouvez nous demander d'accéder à l'ensemble des informations suivantes concernant :

- Les catégories de données personnelles que nous recueillons sur vous,
- Les raisons pour lesquelles nous les utilisons,
- Les catégories de personnes auxquels vos données personnelles ont été ou seront communiquées et en particulier les personnes qui se situent en dehors de l'Europe,
- La durée de conservation de vos données personnelles dans nos systèmes,
- Votre droit de nous demander de corriger, d'effacer vos données personnelles ou de limiter l'utilisation que nous faisons sur vos données personnelles et du droit de vous opposer à cette utilisation,
- Votre droit d'introduire une plainte auprès d'une autorité européenne de protection des données,
- Des informations concernant leur source lorsque nous n'avons pas recueillons vos données personnelles directement auprès de vous,

- La manière dont vos données personnelles sont protégées lorsque celles-ci sont transférées vers des pays hors de l'Europe.

Pour cela, veuillez simplement nous contacter (voir les coordonnées de contact à la fin de ce texte) par e-mail avec pour objet « droit d'accès : données personnelles », et nous transmettre en pièce-jointe de votre e-mail une copie de votre titre d'identité portant votre signature ainsi qu'une brève description des informations auxquelles vous voulez accéder. Sauf autre indication de votre part, vous recevrez gratuitement les informations demandées dans un format électronique dans un délai d'1 mois suivant la réception de la demande, 2 mois en cas de demande nécessitant des recherches approfondies.

Si vous ne parvenez pas à accéder à vos informations par e-mail, vous pouvez nous adresser votre demande par courrier postal à l'adresse de contact indiquée à la fin de ce texte. En cas de demande écrite, celle-ci devra être signée et accompagnée de la copie de votre titre d'identité portant votre signature. La demande devra préciser l'adresse à laquelle devra parvenir la réponse. Une réponse vous sera alors adressée dans un délai d'1 mois suivant la réception de la demande, 2 mois en cas de demande nécessitant des recherches approfondies ou dans le cas où nous recevions un nombre de demandes trop importantes.

11.2 Le droit de rectification

Vous pouvez nous demander de corriger et/ou de mettre à jour vos données personnelles.

Il vous suffit simplement de nous adresser un email (voir les coordonnées de contact à la fin de ce texte) en indiquant votre nom, prénom et dans l'objet « droit de rectification : données personnelles » ainsi qu'une copie de votre titre d'identité portant votre signature.

N'oubliez pas également d'indiquer dans le corps de votre e-mail la raison de celui-ci : la rectification d'une information inexacte, et l'information à modifier, avec le cas échéant, si vous en disposez, une preuve de l'information correcte.

Vous pouvez également exercer ce droit en nous adressant un courrier à l'adresse indiquée à la fin de ce texte. Votre demande écrite devra être signée et accompagnée de la copie de votre titre d'identité portant votre signature. La demande devra préciser l'adresse à laquelle devra parvenir la réponse. Une réponse vous sera alors adressée dans un délai d'1 mois suivant la réception de la demande, 2 mois en cas de demande nécessitant des recherches approfondies ou dans le cas où nous recevions un nombre de demandes trop importantes.

11.3 Le droit à l'effacement

Vous pouvez également nous contacter à tout instant pour nous demander de supprimer les données personnelles que nous traitons sur vous, si vous vous trouvez dans l'un des cas suivants :

- Vos données personnelles ne sont plus nécessaires au regard des raisons pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière;
- Vous avez retiré votre consentement sur lequel est fondé un traitement de vos données personnelles ;
- Pour une raison qui vous est propre, vous considérez qu'un des traitements poursuivi porte atteinte à votre vie privée et vous cause un dommage excessif ;
- Vous ne souhaitez plus recevoir de sollicitations commerciales de notre part;
- Vos données personnelles ne sont pas traitées conformément au RGPD et à la loi belge ;
- Vos données personnelles doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union européenne ou par le droit national auquel nous sommes soumis ;
- Vos données personnelles ont été collectées dans le cadre de l'offre d'un site internet adressé aux enfants.

Il vous suffit d'adresser un email (voir les coordonnées de contact à la fin de ce texte) en indiquant votre nom, prénom et dans l'objet « droit à l'effacement : données personnelles » et de nous transmettre en pièce-jointe de votre email une copie de votre titre d'identité portant votre signature. N'oubliez pas également d'indiquer dans le corps de votre email la raison de celui (par exemple, l'effacement de vos données lorsque vous avez retiré votre consentement sur lequel le traitement est fondé).

Vous pouvez également exercer ce droit en nous adressant un courrier à l'adresse indiquée à la fin de ce texte. Votre demande écrite devra être signée et accompagnée de la photocopie de votre titre identité portant votre signature. La demande devra préciser l'adresse à laquelle devra parvenir la réponse. Une réponse vous sera alors adressée dans un délai d'1 mois suivant la réception de la demande, 2 mois en cas de demande nécessitant des recherches approfondies ou dans le cas où nous recevions un nombre de demandes trop importantes.

Toutefois, il se peut que nous puissions pas faire droit à votre demande de droit à l'oubli. En effet, il faut garder à l'esprit que ce droit n'est pas absolu. Nous nous devons de l'équilibrer avec d'autres droits ou valeurs importantes, tels que, notamment, la liberté d'expression, le respect d'une

obligation légale à laquelle nous sommes soumis ou des motifs d'intérêt public importants.

11.4 Le droit à l'oubli numérique

Il se peut que notre site internet contienne des données personnelles vous concernant. Si vous ne souhaitez plus qu'elles y apparaissent, vous pouvez nous demander de les supprimer si vous vous trouvez dans l'un des cas suivants :

- Vos données personnelles ne sont plus nécessaires au regard des raisons pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière;
- Vous avez retiré votre consentement sur lequel est fondé un traitement de vos données personnelles ;
- Pour une raison qui vous est propre, vous considérez qu'un des traitements poursuivi porte atteinte à votre vie privée et vous cause un dommage excessif ;
- Vous ne souhaitez plus recevoir de sollicitations commerciales de notre part;
- Vos données personnelles ne sont pas traitées conformément au RGPD et à la loi belge ;
- Vos données personnelles doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union européenne ou par le droit national auquel nous sommes soumis.

Nous sommes également tenus de prendre des mesures raisonnables pour informer les autres entreprises (responsables du traitement) qui traitent les données personnelles pour lesquelles vous avez demandé la suppression de tout lien vers celles-ci, ou de toute copie de celles-ci.

Pour faire supprimer une information vous concernant sur notre site internet, il vous suffit d'adresser un email (voir les coordonnées de contact à la fin de ce texte) en indiquant votre nom, prénom et dans l'objet « droit à l'oubli numérique : données personnelles » et de nous transmettre en pièce-jointe de votre e-mail une copie de votre titre d'identité portant votre signature. N'oubliez pas également d'indiquer dans le corps de votre email la raison de votre demande, ainsi que l'adresse (URL) précise de la page concernée.

Vous pouvez également exercer ce droit en nous adressant un courrier à l'adresse indiquée à la fin de ce texte. Votre demande écrite devra être signée et accompagnée de la photocopie de votre titre d'identité portant votre signature. La demande devra préciser l'adresse à laquelle devra parvenir la réponse. Une réponse vous sera alors adressée dans un délai d'1 mois suivant la réception de la demande, 2 mois en cas de demande nécessitant des

recherches approfondies ou dans le cas où nous recevons un nombre de demandes trop importantes.

Toutefois, il se peut que nous puissions pas faire droit à votre demande de droit à l'oubli. En effet, il faut de garder à l'esprit que ce droit n'est pas absolu. Nous nous devons de l'équilibrer avec d'autres droits ou valeurs importantes, tels que la liberté d'expression, le respect d'une obligation légale à laquelle nous sommes soumis ou des motifs d'intérêt public importants.

11.5 Le droit à la limitation du traitement

Vous avez le droit de nous demander la limitation de vos données, c'est-à-dire le marquage (par exemple, un déplacement temporaire de vos données vers un autre système de traitement ou un verrouillage de vos données les rendant inaccessibles) de vos données personnelles enregistrées, en vue de limiter leur traitement futur.

Vous pouvez exercer ce droit lorsque :

- l'exactitude des données en question est contestée ;
- Vos données personnelles ne sont pas traitées conformément au RGPD et à la loi belge ;
- les données ne sont plus nécessaires pour atteindre les finalités initialement prévues mais ne peuvent pas encore être supprimées pour des raisons juridiques (notamment pour la constatation, l'exercice ou la défense de vos droits en justice) ;
- la décision relative à votre opposition au traitement est en cours.

En cas de limitation du traitement, vos données personnelles ne feront plus l'objet d'un quelconque traitement sans votre accord préalable, à l'exception de leur conservation (stockage).

Vos données personnelles pourront néanmoins encore être traitées pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice, ou pour la protection des droits d'une autre personne morale ou physique, ou encore pour des motifs importants d'intérêt public dans l'Union ou l'État membre.

En cas de limitation du traitement de certaines de vos données personnelles, nous vous tiendrons informé du moment auquel la mesure sera levée.

Il vous suffit simplement de nous adresser un email (voir les coordonnées de contact à la fin de ce texte) en indiquant votre nom, prénom et dans l'objet « droit à la limitation : données personnelles » ainsi qu'une copie de votre carte d'identité. N'oubliez pas également d'indiquer dans le corps de votre e-mail la raison de celui-ci.

Vous pouvez également exercer ce droit en nous adressant un courrier à l'adresse indiquée à la fin de ce texte. Votre demande écrite devra être signée

et accompagnée de la copie de votre carte d'identité. La demande devra préciser l'adresse à laquelle devra parvenir la réponse. Une réponse vous sera alors adressée dans un délai d'1 mois suivant la réception de la demande, 2 mois en cas de demande nécessitant des recherches approfondies ou dans le cas où nous recevons un nombre de demandes trop importantes.

11.6 Le droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer à ce que nous traitons vos données personnelles si pour une raison qui vous est propre, vous considérez qu'un des traitements poursuivis porte atteinte à votre vie privée et vous cause un dommage excessif. Vous ne pouvez en aucun cas nous empêcher de traiter vos données :

- si le traitement est nécessaire pour la conclusion ou l'exécution de votre contrat ;
- si le traitement est nécessaire pour constater, exercer ou défendre des droits en justice.

Vous pouvez vous opposer à l'usage de vos données personnelles à des fins de sollicitations commerciales, et en particulier, des actions publicitaires. Vous pouvez également vous opposer au profilage dans la mesure où il est lié à une telle sollicitation (par exemple, pour fournir des contenus personnalisés).

Il vous suffit d'adresser un email (voir les coordonnées de contact à la fin de ce texte) en indiquant dans l'objet « droit d'opposition : données personnelles » et de nous transmettre en pièce-jointe de votre e-mail copie de votre titre d'identité portant votre signature. Il est important d'indiquer les raisons qui motivent votre demande d'opposition.

Vous pouvez également exercer ce droit en nous adressant un courrier à l'adresse indiquée à la fin de ce texte. Votre demande écrite devra être signée et accompagnée de la photocopie de votre titre d'identité portant votre signature. La demande devra préciser l'adresse à laquelle devra parvenir la réponse.

Nous disposons d'un délai de deux mois pour répondre à votre demande d'opposition. Si votre demande est imprécise ou ne comporte pas tous les éléments nous permettant de procéder aux opérations demandées, nous vous inviterons dans ce délai à nous les fournir.

Toutefois, il se peut que nous puissions faire droit à votre demande. Bien sûr, dans ce cas nous nous assurerons de vous apporter une réponse la plus claire possible.

Par ailleurs, les e-mails de type « newsletter » ou lettres d'information qui vous seront éventuellement transmis indiqueront un lien sur lequel vous

pourrez cliquer de façon à ne plus recevoir d'informations promotionnelles de notre part.

Concernant plus particulièrement votre droit d'opposition à des fins de prospection commerciale, nous vous rappelons que nos partenaires sont responsables de l'usage qu'ils font de vos données personnelles et de la prise en compte de vos droits, incluant celui de ne plus recevoir d'offres de leur part.

11.7 Le traitement post-mortem

Vous avez la possibilité de nous communiquer des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles après votre décès. Ces directives peuvent être enregistrées également auprès « d'un tiers de confiance numérique certifié ». Ces directives, ou sorte de « testament numérique », peuvent désigner une personne chargée de leur exécution ; à défaut, vos héritiers seront désignés.

En l'absence de toute directive, vos héritiers pourront s'adresser à nous afin de :

- Accéder aux traitements de Données Personnelles permettant « l'organisation et le règlement de la succession du défunt » ;
- Recevoir communication des « biens numériques » ou des « Données Personnelles s'apparentant à des souvenirs de famille, transmissibles aux héritiers » ;
- Faire procéder à la clôture de votre Compte Personnel sur le Site et s'opposer à la poursuite du traitement de vos Données Personnelles.

En tout état de cause, vous avez la possibilité de nous indiquer, à tout moment, que vous ne souhaitez pas, en cas de décès, que vos données personnelles soient communiquées à un tiers.

11.8 Le droit à la portabilité

Ce droit vous offre la possibilité de maîtriser plus facilement vous-même vos données personnelles et plus précisément :

- de récupérer vos données personnelles qui sont traitées par nous, pour votre usage personnel, et de les stocker sur un appareil ou un cloud privé par exemple.
- de transférer vos données personnelles depuis chez nous vers une autre société, soit par vous, soit directement par nous, sous réserve que ce transfert direct soit « techniquement possible ».

Ce droit vise tant vos données déclarées activement et consciemment telles que vos données fournies pour créer votre compte en ligne (ex. adresse

électronique, nom d'utilisateur, âge) que les informations que nous collectons à votre sujet.

A l'inverse, les données personnelles qui sont dérivées, calculées ou inférées à partir des données que vous avez fournies, sont exclues du droit à la portabilité.

Il vous suffit d'adresser un email (voir les coordonnées de contact à la fin de ce texte) en indiquant votre nom, prénom et dans l'objet « droit à la portabilité : données personnelles » et de nous transmettre en pièce-jointe de votre e-mail copie de votre titre d'identité portant votre signature. N'oubliez pas de préciser dans votre email les fichiers concernés et le type de demande (restitution des données et/ou transfert à un nouveau prestataire).

Vous pouvez également exercer ce droit en nous adressant un courrier à l'adresse indiquée à la fin de ce texte. Votre demande écrite devra être signée et accompagnée de la photocopie de votre titre d'identité portant votre signature. La demande devra préciser l'adresse à laquelle devra parvenir la réponse. Une réponse vous sera alors adressée dans un délai d'1 mois suivant la réception de la demande, 2 mois en cas de demande nécessitant des recherches approfondies ou dans le cas nous recevions un nombre de demandes trop importantes.

Toutefois, vous devez savoir que nous sommes en droit de refuser votre demande de portabilité. En effet, ce droit s'applique seulement aux données personnelles fondées sur votre consentement ou l'exécution d'un contrat conclu avec vous. De même ce droit ne doit pas porter atteinte aux droits et libertés de tiers, dont les données se trouveraient dans les données transmises suite à une demande de portabilité.

12 LES DONNÉES PERSONNELLES SONT-ELLES TRANSMISES À L'ÉTRANGER ?



Transfert de données au sein de l'Espace Economique Européen

Pour les nécessités de certains traitements, certaines données sont transférées au sein de l'Espace Economique Européen

Au sein de l'Espace Economique Européen, sachez que les données personnelles bénéficient du même niveau de protection.



Transferts de données hors de l'Espace Economique Européen

Pour les nécessités de certains traitements, certaines données sont transférées en dehors de l'Espace Economique Européen

Nous transférons vos données personnelles et/ou octroyons l'accès à celles-ci à un sous-traitant, prestataire ou tiers situé dans des Etats non membres de l'Espace Economique Européen uniquement lorsque :

- il se situe dans un Etat qui assure un niveau de protection adéquat en vertu d'une décision d'adéquation prise par la Commission européenne ;
- des garanties appropriées ont été mises en œuvre conformément au RGPD, comme par exemple:
 - la signature des clauses contractuelles types adoptées par la Commission européenne pour le transfert des données à caractère personnel vers les sous-traitants établis dans les pays tiers (2010/87/UE) ;
 - le recours à des règles d'entreprises contraignantes approuvées ou ;
 - l'application d'un code de conduite approuvé.

Aujourd'hui, les seules données que nous transférons en-dehors de l'Espace Economique Européen sont celles traitées par l'un de nos prestataires, situé dans un Etat qui assure un niveau de protection adéquat en vertu d'une décision d'adéquation prise par la Commission européenne :

<https://www.privacyshield.gov/participant?id=a2zt0000000TN15AAG&status=Active> & https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2016.207.01.0001.01.ENG

Tout transfert de données à caractère personnel vers un pays situé en dehors de l'EEE cessera immédiatement si la décision d'adéquation ou toute autre garantie équivalente sur laquelle repose ce transfert est invalidée ou s'il n'est plus satisfait aux conditions.

Pour obtenir plus d'informations et/ou une copie des garanties prises, il vous suffit de nous adresser un e-mail à data.protection@bep.be en indiquant votre nom, prénom et dans l'objet « transferts hors Union Européenne : données personnelles ». N'oubliez pas également de préciser dans le corps de votre e-mail les renseignements exacts que vous désirez obtenir.

13 SÉCURITÉ DES DONNÉES

Soucieuse de garantir la sécurité de vos données à caractère personnel, nous prenons toutes les précautions et mesures utiles et appropriées, qu'elles soient physiques, logiques, techniques, fonctionnelles, administratives ou organisationnelles, au regard de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, pour préserver la sécurité et la confidentialité des données et garantir un niveau de sécurité adapté au risque, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Notamment, nous avons mis en place plusieurs systèmes de gestion de la sécurité et de la sécurité de l'information, qui comprennent entre autres des mesures de stockage des données sur des serveurs sécurisés, la protection des serveurs par firewall, et le test régulier des mesures mises en place.

En raison des difficultés inhérentes à l'exercice d'une activité sur internet et des risques, que vous connaissez, résultant d'une transmission de données par voie électronique, nous ne saurions toutefois être tenus à une obligation de résultat.

En cas de survenance de difficultés, nous fournirons nos meilleurs efforts pour circonscrire les risques et prendrons toutes les mesures adéquates, conformément à nos obligations légales et réglementaires (actions correctrices, information de l'autorité nationale en charge de la protection des données à caractère personnel et le cas échéant des personnes concernées,...).

En cas de sous-traitance d'une partie ou de la totalité d'un traitement de données à caractère personnel, nous imposons contractuellement à nos sous-traitants des garanties de sécurité et notamment de confidentialité s'agissant des données à caractère personnel auxquels ils peuvent avoir accès (mesures techniques et organisationnelles appropriées de protection de ces données).

14 VOUS SOUHAITEZ NOUS CONTACTER À PROPOS DE LA PRÉSENTE CHARTE DE PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES ET/OU INTRODUIRE UNE RÉCLAMATION AUPRÈS D'UNE AUTORITÉ DE PROTECTION DES DONNÉES ?

14.1 Vous avez une question ou vous souhaitez exercer un droit ?

N'hésitez pas à nous en faire part. Le plus simple est de vous adresser à notre délégué à la protection des données via l'adresse suivante : data.protection@bep.be . Vous pouvez aussi nous contacter à notre adresse physique que vous trouverez dans notre rubrique « informations légales ».

14.2 Vous estimez que nous ne protégeons pas suffisamment vos données personnelles ?

Si vous considérez que nous ne traitons pas vos données personnelles conformément au GDPR et à la loi, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de :

- L'autorité de protection des données du pays européen dans lequel vous résidez de manière habituelle, ou
- L'autorité de protection des données du pays européen dans lequel vous travaillez, ou
- L'autorité de protection des données du pays européen dans lequel la violation du GDPR a été commise.

Pour ce qui concerne la Belgique, vous pouvez vous adresser à l'Autorité de protection des données (<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/>), Rue de la Presse, 35, 1000 Bruxelles.

15 COMMENT SAVOIR QUE LA PRÉSENTE CHARTE DE PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES A ÉTÉ MODIFIÉE ?

La présente Charte de protection de vos données personnelles peut être modifiée à tout moment, notamment pour tenir compte d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires et de l'évolution de nos services.

Les modifications importantes apportées seront notifiées via notre site web ou par email, dans la mesure du possible, trente jours au moins avant leur entrée en vigueur.

Lorsque nous publierons des modifications de la présente Charte, nous réviserons la date de « dernière mise à jour » en haut de la politique de confidentialité et décrirons les changements dans la page « Historique des modifications ».

Nous vous encourageons à consulter régulièrement cette Charte pour savoir comment nous protégeons vos données personnelles.

Date de la dernière modification :12.11.2018